Le Monde
1er novembre 2016

article suivant
Le référendum d'entreprise...

L'accueil d'urgence est saturé en dépit des efforts de l'Etat

Rien qu'en Ile-de-France, 92 000 sans-abri sont hébergés chaque nuit

A la veille du 1er novembre, date de lancement des plans d'hiver pour sans-abri et de la trêve des expulsions,les associations œuvrant pour le 115, le numéro d'urgence pour les sans-abri, se montrent très inquiètes face à l'afflux des demandes qu'alimentent à la fois la précarité sociale et l'arrivée des migrants. Comme en témoigne l'alerte pressante d'Eric Pliez, président du SAMU social de Paris, ce jour dans nos colonnes.

A Toulouse, le 115 ne répond plus qu'à 5 % ou 10 % des appels et n'a aucune solution de relogement à proposer notamment aux familles : *" Je reconnais les efforts de l'Etat, qui a débloqué 800 000 euros supplémentaires en 2016, et de la ville de Toulouse, qui a ouvert 50 places, mais notre département reste sous-doté et la préfecture n'a pas encore réuni les acteurs du plan Grand Froid de cet hiver "*, témoigne Sylvie Fernandez, éducatrice au 115 et élue CGT. *" Nous manquons de centres maternels et, chaque jour, nous refusons un hébergement à des femmes avec enfants, un public toujours plus nombreux et très vulnérable "*, poursuit-elle.

L'Ile-de-France est tout aussi saturée : *" Je cherche en vain une place pour une jeune femme qui a accouché il y a deux semaines et est toujours à la maternité*, confie Christine Laconde, directrice générale du SAMU social de Paris. *Nous avons épuisé toute l'offre francilienne de chambres d'hôtels économiques et n'en trouvons plus pour loger les familles. "* En octobre, le SAMU social de Paris recensait 135 familles, soit 454 personnes, aux " demandes non pourvues ". Outre les familles, les SDF de plus de 50 ans, pour lesquels les logements sont difficiles à trouver, freinent la fluidité du système.

Effort de relogement

" Les associations sont certes là pour nous aiguillonner, mais j'en ai marreque l'on dise que l'Etat ne fait rien et que l'on noircisse la situation, tonne Jean-François Carenco, l'énergique préfet de la région Ile-de-France. *Nous sommes en ordre de marche pour l'hiver et nous ouvrirons, au gré des besoins, 2 867 places, plus s'il en faut. L'effort est identique à celui de l'année passée, en sachant que 1 100 places de plus ont été pérennisées "*. En 2016, l'Etat aura, pour cette mission, dépensé en Ile-de-France 746 millions d'euros, soit 123 millions d'euros de plus qu'en 2015, et il héberge chaque nuit, toutes structures confondues, 92 000 personnes, soit 12 000 de plus qu'en 2015 : *" Cela ne représente que 0,8 % de la population "*, rassure M. Carenco.

Tous les acteurs de terrain applaudissent à l'augmentation des capacités d'accueil, mais celles-ci sont vite insuffisantes, faute de sorties des résidents vers des logements pérennes. *" Je rêve d'une solution comme celle adoptée par la ville de Dublin, en Irlande, où, pour désengorger les centres, leurs résidents ont, pendant quelques mois, été prioritairement accueillis en HLM. Nous retrouverions de la fluidité dans notre système "*, suggère Mme Lacombe.

En réponse, M. Carenco souligne les progrès accomplis dans les solutions de sortie. Il a prié l'ensemble des bailleurs sociaux, qu'il a réunis le 21 septembre, defaire l'effort de reloger cesrésidents, accueillis dans les centres d'hébergement théoriquement d'une manière provisoire. Ainsi, 8 400 personnes ont, en 2015, accédé à un logement social, soit 40 % de plus qu'en 2014, et 8 000 autres étaient relogés grâce à des dispositifs divers, Solibail, pension de famille, résidence sociale, ce qui témoigne d'un effort sans précédent.

Dernier point de tension entre acteurs de terrain et services de l'Etat : l'accueil des migrants, dont le flux ne tarit pas, à raison de 80 à 100 arrivants par jour dans la capitale et qui, lundi 31 octobre, selon l'association France Terre d'asile, seraient au nombre de 3 200. La préfecture, qui a avec constance démantelé entre juillet 2015 et septembre 2016 29 campements et orienté 18 000 migrants vers des structures dédiées, s'apprête à une nouvelle opération de " mise à l'abri ", selon la terminologie administrative. *" Il n'y a pas, dans l'attribution des places, de concurrence entre sans-abri et*

migrants. Ils ont chacun leurs circuits et leurs structures d'accueil, affirme M. Carenco. *Nous nous occupons des deux, de manière déterminée. S'il faut réquisitionner, je le ferai ".*

Isabelle Rey-Lefebvre

© Le Monde

article précédent
Valls toujours plus à distance de...

article suivant
Le référendum d'entreprise...